

Unité départementale de la Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille, CS 60765
85020 La Roche sur Yon cedex

La Roche-sur-Yon, le 15 Mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

JC BOUY

Route de la Châtaigneraie
85120 Saint-Hilaire-De-Voust

Références : D25.0145
Code AIOT : 0006306745

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2025 dans l'établissement JC BOUY implanté Route de la Châtaigneraie 85120 Saint-Hilaire-de-Voust. L'inspection a été annoncée le 12/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JC BOUY
- Route de la Châtaigneraie 85120 Saint-Hilaire-de-Voust
- Code AIOT : 0006306745
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Établissements JC BOUY exerce une activité d'usinage de précision, notamment pour le secteur aéronautique. Le site comprend en particulier des installations de travail mécanique des métaux (rubrique 2560) enregistrées par arrêté préfectoral du 4 octobre 2016 et des installations de traitements de surfaces (rubrique 2565-2) enregistrées par arrêté préfectoral du 2 mars 2022.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-5 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Détection incendie (2565)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Chauffage des bains (2565)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Intégration paysagère	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6	/	Sans objet
4	Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 41.IV	/	Sans objet
5	Installations électriques (Q18)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet
6	Installations électriques (Q19)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'inscrit dans le cadre de la plainte d'un riverain relative aux nuisances sonores et à l'intégration paysagère des installations.

Concernant le bruit, des mesures de bruit réalisées par un organisme externe et selon une méthode conforme à la réglementation attestent de la conformité du site vis-à-vis de la réglementation applicable à ces installations classées. Par ailleurs, l'exploitant a démontré une prise en compte sérieuse et réactive de défauts de fonctionnement de certains équipements susceptibles d'engendrer des nuisances sonores.

Pour ce qui concerne l'intégration paysagère, aucun écart aux prescriptions applicables n'a été relevé.

Suite à la précédente inspection du 22 octobre 2024, l'exploitant a corrigé les écarts constatés en mettant en œuvre les asservissements requis par les nouvelles obligations réglementaires.

2-4) Bilan des constats hors points de contrôle

Dans le cadre du contrôle des actions menées par l'exploitant en lien avec la plainte d'un riverain relative aux nuisances sonores, l'exploitant a indiqué que des travaux d'insonorisation ont été réalisés en septembre 2023 sur un surpresseur accolé au bâtiment de traitement de surface. Ces travaux ont consisté en la mise en place d'un caisson avec de la mousse phonique pour réduire le niveau de bruit.

En mars 2025, à la suite d'un signalement de nuisances sonores par un riverain et échanges avec ce dernier, l'exploitant a identifié la source de la nuisance sonore sur son site (roulement cassé d'une unité d'aspiration). Après investigation, l'exploitant a procédé à un remplacement des roulements de l'aspiration ASP2, situé à proximité du bâtiment Sud. L'inspection des installations classées a constaté que les mesures de niveau de bruit réalisées par l'exploitant par des moyens internes ont permis de réduire notablement le niveau de bruit.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Détection incendie (2565)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>II. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). [...]</p> <p><u>NB :</u> Certaines de ces dispositions, en particulier celles relatives aux asservissements, sont applicables à l'exploitant depuis le 1^{er} juillet 2024.</p>
Constats : <p>Pour mémoire, constat et demande à l'issue de l'inspection du 22/10/2024 :</p> <p>« Le contrôle a porté sur l'atelier de traitement de surface, implanté dans le bâtiment global finishing. L'atelier est muni d'un réseau de détecteurs incendie, relié à une centrale incendie avec report d'alarme. Le réseau d'aspiration des vapeurs de traitements est muni d'une sonde de température. L'exploitant a présenté la liste de ces détecteurs et leur fonctionnalité. Des documents associés définissent l'entretien de ces détecteurs. Le contrat de maintenance a été présenté. Aucun écart n'a été constaté dans le dernier rapport de vérification de ces détecteurs. Un carnet de bord, intégrant notamment la détection incendie, a été présenté. En revanche, il n'a pas été mesure de présenter l'étude d'implantation qui, selon l'exploitant, a bien été réalisée, ce qui constitue un écart. Une élévation de la température dans le réseau d'aspiration des vapeurs entraînerait, outre une alarme, une mise en sécurité automatique des installations de traitements de surfaces. En revanche, le déclenchement d'une alarme incendie déclencherait une alarme, mais n'entraînerait pas automatiquement l'arrêt du système d'aspiration des vapeurs et du chauffage des bains, ce qui constitue un écart. Il est rappelé à l'exploitant que cette obligation d'asservissement s'applique à l'ensemble du dispositif de détection incendie, composé des détecteurs de fumées sous toiture et de la sonde de température dans le réseau d'aspiration des vapeurs. »</p> <p><u>Constat de la présente inspection :</u></p> <p>À l'issue de l'inspection précédente, l'exploitant a transmis les éléments relatifs à l'étude d'implantation de la détection incendie.</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a justifié de la mise en place de l'asservissement entre l'alarme incendie et l'arrêt automatique de la ligne de traitement de surface (incluant le chauffage des bains, et le système d'aspiration des vapeurs) par la présentation du rapport d'intervention de la société SIEMENS du 28 février 2025.</p> <p>De plus, un exercice de situation d'urgence a été mené en interne par l'exploitant le 3 avril 2025, et avait pour objectif de tester les procédures mises en place par l'exploitant, et le bon fonctionnement de l'asservissement, en cas de déclenchement de l'alarme incendie. L'exercice s'est correctement déroulé et n'a pas mis en évidence de défaut de fonctionnement de l'asservissement.</p> <p>Ces éléments permettent de lever l'écart constaté lors de l'inspection du 22/10/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Chauffage des bains (2565)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p><u>Pour mémoire, constat et demande à l'issue de l'inspection du 22/10/2024 :</u></p> <p><i>La plupart des bains sont chauffés par un thermoplongeur téflon, installé en bord de cuve. Ces bains sont munis de deux détecteurs de niveau bas de technologie différente. La présence de ces dispositifs a été constatée sur une cuve vide. Un test réalisé sur cette cuve vide a permis de confirmer la bonne détection d'un niveau bas.</i></p> <p><i>Au vu des constats réalisés, notamment sur le logiciel de pilotage des lignes, il apparaît qu'une détection de niveau bas entraînerait bien un arrêt automatique du chauffage. Le bon fonctionnement de l'asservissement n'a toutefois pas été vérifié lors de la visite de contrôle.</i></p> <p><i>L'exploitant ne procède pas, chaque semaine, à un test de bon fonctionnement de l'asservissement (arrêt automatique du chauffage en cas de niveau bas détecté), ce qui constitue un écart.</i></p> <p><i>L'exploitant a seulement présenté une fiche de maintenance mentionnant un contrôle annuel du bon fonctionnement des capteurs de niveau bas, ne mentionnant pas explicitement le test de l'asservissement.</i></p> <p><u>Constat de la présente inspection :</u></p> <p>L'exploitant a présenté sa procédure de vérification hebdomadaire du bon fonctionnement de l'asservissement pour l'arrêt du chauffage des bains en cas de détection de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. L'exploitant procède à la vérification de l'asservissement sur l'ensemble des bains chauffés. Ces vérifications sont tracées.</p> <p>La consultation des deux derniers PV de contrôle (datés des 28 mars et 4 avril) montre que l'exploitant procède, chaque semaine, au test de ces asservissements</p> <p>Ces éléments permettent de lever l'écart constaté lors de l'inspection du 22/10/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Intégration paysagère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6

Thème(s) : Autre, Intégration paysagère

Prescription contrôlée :

- le site est maintenu en bon état de propreté ;
- [...]
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ;
- des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.

Constats :

Les abords du bâtiment de traitement de surface sont maintenus en bon état de propreté, et les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées.

En raison de la présence d'un parking pour les salariés du site, de la proximité avec la limite de propriété et de la topographie du site (cf. photo ci-dessous), l'exploitant n'a pas pu mettre en place un écran de végétation.

Il est considéré que la prescription est respectée.



Figure 1: Limite sud du site

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 41

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

I. Valeurs limites de bruit

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

[...]

IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. [...]

Constats :

L'exploitant a présenté l'étude de bruit réalisée le 21 juin 2023 par Dekra. Les mesures ont été effectuées selon la méthode prescrite ci-dessus. Ces mesures montrent que les valeurs de niveaux de bruit et de l'émergence sont conformes aux valeurs réglementaires.

L'inspection des installations classées relève que l'une des mesures en zone a émergence réglementée s'est déroulée à proximité immédiate de l'habitation du plaignant. Cette mesure montre que l'émergence sonore est de 2 dB de jour (pour une valeur-limite de 6 dB) et 0,5 dB de nuit (pour une valeur-limite de 4 dB).

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques (Q18)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électrique (Q18)

Prescription contrôlée :

« I. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

[...]

« Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

« L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant.

[...]

« Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Constats :

La dernière vérification des installations électriques de l'atelier Traitement de Surface, réalisée en mai 2024, a consisté en une vérification complète. Le certificat Q18 associé à cette vérification conclut à la présence d'un risque d'incendie ou d'explosion en raison d'une non-conformité. Cette non-conformité a été relevée pour la première fois.

Il a été constaté, sur présentation de l'outil de suivi des anomalies constatés et des mesures correctives prises de l'exploitant, que l'exploitant a fait réaliser les travaux visant à lever la non-conformité au mois de décembre 2024.

Le rapport de vérification des installations électriques mentionne également une observation. Il a été constaté sur présentation de l'outil de suivi des anomalies constatés et des mesures correctives prises de l'exploitant, que l'observation a été levée au mois de mars 2025. L'inspection des installations classées a constaté sur le terrain la bonne réalisation de la mesure corrective par l'ajout d'une liaison équipotentielle supplémentaire sur la canalisation de gaz situé à l'intérieur du bâtiment de traitement de surface

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installations électriques (Q19)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques (Q19)

Prescription contrôlée :

« III. Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel.

« Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.

« Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Constats :

Le dernier contrôle thermographique de l'atelier Traitement de Surface a été réalisé en mars 2024, et a consisté en une vérification complète des matériels.

Le compte-rendu Q19 associé à ce contrôle conclut à la présence d'un risque d'incendie en raison de différentes non-conformités. Ces non-conformités ont été relevées pour la première fois.

Il a été constaté, sur présentation d'une facture de l'entreprise Gaillard en date du 31 mars 2024, et sur présentation d'un compte-rendu Q19 de contre-visite du mois d'octobre 2024, que l'ensemble des non-conformités ont été levées.

Type de suites proposées : Sans suite